

*l'Anti*capitaliste

n°724 | 10 octobre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

FACE À LA
GUERRE TOTALE
D'ISRAËL
ET DE SES ALLIÉS

STOP

**À TOUTE LIVRAISON DE
MATÉRIEL MILITAIRE!**

ZOOM

Écologie. Contre le nucléaire et son monde, les 12 et 13 octobre à Rouen et à Penly (76)

Page 3

INTERNATIONAL

Argentine. Loi de financement universitaire: un premier échec pour Milei?

Page 4

ARGUMENTS

Le Liban, un pays fragilisé devenu nouveau front de guerre

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Marcel Sellaye, militant du GRS en Martinique

Page 8

Édito

Kanaky : la décolonisation, c'est maintenant !

Par CATHY BILLARD

Dans son discours de politique générale, Michel Barnier était aussi attendu sur le positionnement du nouveau gouvernement et de l'État français par rapport à l'extraordinaire mobilisation du peuple de Kanaky. Depuis le 13 mai, date de la présentation, suivie du vote, d'une loi dite du dégel du corps électoral, passant en force malgré des mois de mobilisation grandissante, de tentatives de discussion de la part des indépendantistes, le territoire dit de « Nouvelle-Calédonie » vit sous un régime d'exception. Ce vote présenté comme un élargissement démocratique, déchirait d'un même coup tous les engagements de l'État français depuis 1988 et les espoirs populaires des Kanak de décider enfin pour elles et eux-mêmes, en pleine indépendance des intérêts de l'impérialisme français. Le soulèvement a été tel qu'il n'a pas permis à Macron d'aller au bout de sa politique à la hussarde et de faire voter le Congrès où il aurait été majoritaire pour entériner ce énième hold-up de la démocratie. Et la dissolution, suivie de la vacance gouvernementale, a imposé une suspension de fait. Au final, le Premier ministre a annoncé ce qui enregistre les rapports de forces sur place. La crise sociale qui découle de la paralysie des activités économiques par les barrages et les manifestations de colère, ainsi que l'élection de l'indépendantiste Emmanuel Tjibaou à l'Assemblée nationale, ont dicté l'annonce du renoncement à la mise en œuvre de la loi pourtant votée et le report des élections provinciales qui devaient la mettre en œuvre. C'est une première victoire de la mobilisation du peuple de Kanaky que le NPA-L'Anticapitaliste salue. Elle appelle des suites. D'abord la libération immédiate et sans condition des centaines de prisonniers politiques kanak, à commencer par les responsables de la CCAT déportés en France. Ensuite, des enquêtes indépendantes pour établir la vérité et rendre justice aux jeunes kanak assassinés par les forces de l'ordre et les milices. Tant que le droit à l'autodétermination n'est pas mis en œuvre, ce n'est pas au peuple de payer les conséquences d'une situation provoquée par l'autoritarisme de Macron-Darmanin-Backès-Metzdorf! Des dizaines de milliers de personnes sont au chômage : il faut compenser les pertes de salaire et d'infrastructures au lieu de laisser la misère s'approfondir! Et bien sûr il y a urgence pour la reprise du processus de décolonisation. Il doit finir le temps des colonies!

Bien dit

Nous le répétons, la désinformation et le mensonge sont aussi des armes de guerre [...]. Nous demandons donc aux autorités israéliennes de préserver la sécurité des journalistes qui tentent actuellement de travailler à Gaza et d'ouvrir ce territoire à la presse internationale pour qu'elle y fasse son métier : informer sans entrave et témoigner de la marche de cette guerre.

LES SOCIÉTÉS DE JOURNALISTES ET DE RÉDACTEURS d'Arrêt sur Images, Arte, BFM Business, BFM-TV, Blast, Challenges, France 24, France Télévisions rédaction nationale, France 3 rédaction nationale, Franceinfo TV, Franceinfo.fr, Konbini, LCI, L'Express, L'Humanité, Le Figaro, Le Monde, l'Informé, La Tribune, La Vie, Le Point, Le Télégramme, Libération, Mediapart, Premières Lignes TV, Radio France, RFI, RMC, RTL, «Sept à huit», Télérama, TV5 Monde, L'Usine nouvelle, ainsi que Reporters sans Frontières.

Stoppons la guerre totale de l'État d'Israël et de ses alliés!

Le génocide dure depuis un an mais la commémoration médiatique du 7 octobre aura donné lieu le plus souvent à l'énoncé de tous les poncifs habituels.

En résumé, depuis le 7 octobre se déroulerait une « guerre » antiterroriste dont l'enjeu est la survie de l'État d'Israël menacé de destruction par le Hamas, le Hezbollah et leur allié iranien. Bien plus, cette guerre existentielle viserait à sauver la civilisation de la barbarie. Rien de moins. Indécence? Double standard? Les mots finissent par manquer. De la barbarie israélienne, il ne fut pas question. Alors que celle-ci est largement documentée et dénoncée au niveau international.

Le cynisme de Macron

La déclaration d'Emmanuel Macron dans un entretien diffusé le 5 octobre a pu sembler spectaculaire : « Je pense qu'aujourd'hui, la priorité, c'est qu'on revienne à une solution politique, qu'on cesse de livrer les armes pour mener les combats sur Gaza. La France n'en livre pas ».

Elle a suscité la colère du gouvernement israélien! Mais ne change rien à la politique de l'État français de soutien à Israël. D'abord parce qu'elle est fautive. Si la France ne livre pas d'armes en tant que telles, elle exporte bien du matériel militaire vers Israël, matériel sans lequel les armes ne fonctionnent pas. Comme le signale Stop Arming Israël, en 2022 le montant des commandes israéliennes auprès des industriels français s'élevait à 15 millions d'euros. En 2023, ce montant avait doublé pour atteindre 30 millions d'euros. Sans compter que la France apporte une aide militaire à l'interception des missiles iraniens. À la complicité avec le génocide, Macron ajoute donc le cynisme mensonger. Mais que les sionistes se rassurent,

après Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier a pris soin de rappeler que « la sécurité d'Israël n'est pas et ne sera jamais négociable » et que l'État d'Israël « se trouve aujourd'hui en situation de légitime défense ».

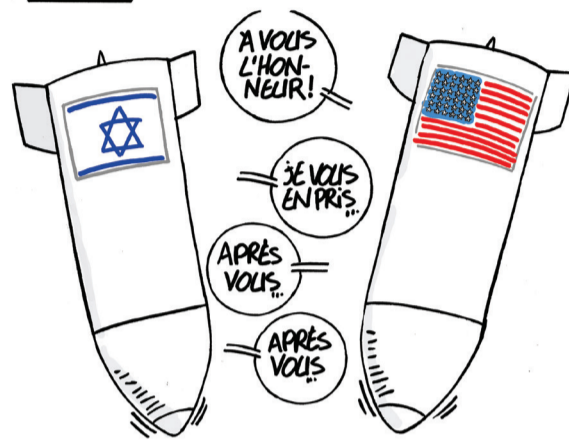
Les armes au cœur du projet d'Israël et de ses soutiens impérialistes

Les armes sont un sujet qui fâche. Et pour cause! Elles ne sont en rien liées à la nécessité pour l'État d'Israël de se défendre face aux menaces qui pèseraient sur son existence; elles sont consubstantielles à son existence même et, avec le nettoyage ethnique, au cœur du projet sioniste. En effet, comment faire accepter l'« ano-

malie » israélienne — à savoir créer et maintenir un État « ethniquement/religieusement pur » dans un territoire appartenant à un autre peuple qu'il fallait donc éliminer ou a minima exclure? Par l'entretien d'une puissance destructrice constante.

Yonathan Arfi, président du CRIF, en réponse à Emmanuel Macron l'exprime ainsi : « Si les ennemis d'Israël déposent les armes, aujourd'hui, il y aura la paix. Si en revanche Israël dépose les armes, il n'y a plus d'État d'Israël ». Du « Mur de fer » de Vladimir Jabotinsky en 1923¹ aux récentes déclarations de Netanyahu sur la possibilité pour Israël de frapper n'importe où, on retrouve la même centralité de la puissance militaire dans le projet sioniste.

DIPLOMATIE



À la Une

À Gaza et au Liban, Israël utilise des bombes d'une tonne, des instruments de mort qui ne sont plus utilisés depuis la Seconde Guerre mondiale, depuis celle du Vietnam et de Corée. Cet arsenal a été massivement constitué par les alliés d'Israël, ceux-là mêmes qui semblent s'offusquer aujourd'hui, tout en prétendant rester son « ami indéfectible » comme s'est senti obligé de le rappeler Macron! L'indécence hypocrite! Les guerres menées par Israël sont de plus en plus meurtrières. Pour les arrêter, il faut, comme le 5 octobre, intensifier la mobilisation et construire le rapport de forces.

Se mobiliser pour stopper la livraison de tout matériel militaire

Les réactions ulcérées à la déclaration mensongère de Macron montrent la dépendance de l'État d'Israël à l'aide étrangère. Depuis un an, le mouvement de solidarité comme les réactions internationales de l'ONU, de la CIJ (Cour internationale de Justice), de la CPI (Cour pénale internationale) ont élevé le coût politique du soutien au génocide. Macron est forcé de mentir pour en tenir compte, mais ce coût n'est pas encore assez élevé. Faire monter le coût politique du soutien à l'État d'Israël doit être l'objectif du mouvement de solidarité. Avec l'action directe. C'est nous qui pouvons empêcher la livraison d'armes. Comme l'écrit la campagne Stop Arming Israël : « Dans les bureaux, les usines, les ports et les aéroports, organisons-nous pour faire des mensonges de Macron une réalité, et obtenir l'arrêt total de tout commerce d'armement avec Israël. » Chaque Carrefour et chaque BNP doivent avoir leur comité d'agitation pour le boycott. Il y a encore et toujours urgence!

William Donaura

1 - En novembre 1923, Jabotinsky, fondateur en 1925 du Parti révisionniste, principal parti de la droite sioniste, publie un texte fondamental dans la structuration de sa pensée: le « Mur de fer ». Dans ce texte, Jabotinsky critique la démarche du courant sioniste majoritaire alors à gauche.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ALEXANDRE



NPA-L'ANTICAPITALISTE



NPA-L'ANTICAPITALISTE

MOBILISATION POUR LA PALESTINE LE 5 OCTOBRE. Souvent pour la 52^e fois en un an, les manifestations du samedi 5 octobre en soutien au droit des PalestinienNes à disposer d'eux-mêmes, contre les massacres perpétrés par l'État d'Israël à Gaza et au Liban. À Paris, c'est un cortège très dynamique de 6 000 à 8 000 personnes qui s'est élancé sous le soleil d'automne. À Strasbourg, on n'oubliait pas non plus Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis près de 40 ans et pour lequel il y aura une manifestation le 26 octobre à Lannemezan.

Acturama

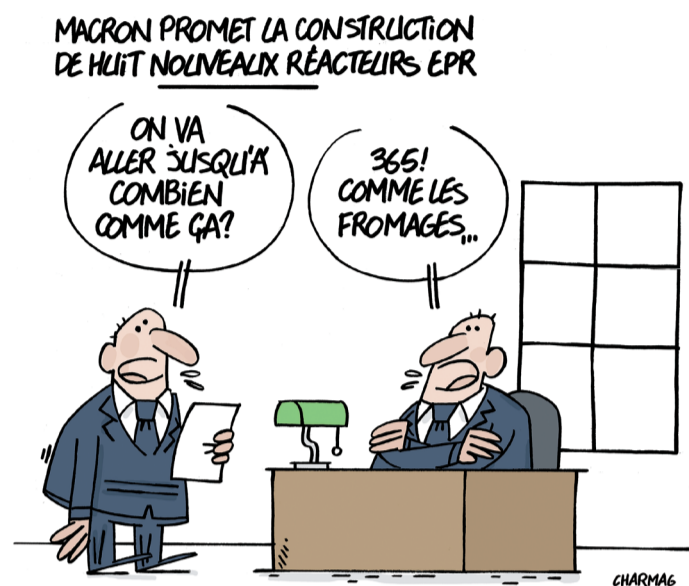
ÉCOLOGIE **Contre le nucléaire et son monde, les 12 et 13 octobre à Rouen et à Penly (76)**

La Coordination antinucléaire appelle à une mobilisation nationale¹ contre la relance du nucléaire, soutenue par le Réseau Sortir du nucléaire, Arrêt du nucléaire, les collectifs contre l'enfouissement des déchets à Bure, Greenpeace, Amis de la Terre, Alternatiba, ANV, FNE, Attac, LFI, Les Écologistes, la FA et le NPA-l'Anticapitaliste².

Les classes dominantes défendent la relance du nucléaire qui se traduit par le projet de nouveaux EPR, la prolongation des vieux réacteurs, la «modernisation» de l'arsenal nucléaire militaire français, le projet de deux nouvelles piscines d'entreposage à La Hague, de nouvelles usines pour l'extraction du plutonium (UP4) et la fabrication du combustible MOX, et toujours le projet Cigéo à Bure.

L'énergie du capital!

Dans le débat public, la position des antinucléaires a été fragilisée par l'offensive idéologique (gouvernement, EDF, Jancovici...) qui présente le nucléaire comme une solution face au changement climatique. Pour autant, du côté des opposantEs, alors que les divisions avaient affaibli le mouvement, la mise en place de la Coordination et l'apport



de nouvelles forces militantes, en particulier du côté de Bure, permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives. L'enjeu de la manifestation de Rouen est donc bien de redonner un élan à la mobilisation antinucléaire.

Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat!

Celleux qui le prétendent nous mentent! Car le recours au nucléaire n'est pas crédible: pour atteindre 10% de l'énergie

consommée dans le monde, il faudrait construire 2000 réacteurs! Or, les réserves exploitables d'uranium (pour les 440 en service) seront épuisées en 2070. Car avec le nucléaire, on sera hors délai: c'est maintenant qu'il faut sortir des énergies fossiles, et vu le délai de construction des EPR, le nucléaire, même s'il était une solution, arriverait trop tard. Car ce mode de production est inefficace: son rendement est de 33%, contre 85% pour

l'hydroélectricité par exemple. Car, contrairement à ce que prétendent ses promoteurs, le nucléaire n'est pas zéro carbone. Extraction et enrichissement de l'uranium, construction, transport (minerai, combustibles, déchets), traitement des déchets, c'est émissions de CO₂ sur toute la chaîne!

Oui, le nucléaire est plus que jamais un danger

La dérégulation du marché de l'énergie rend le nucléaire civil encore plus dangereux. Elle met les agentEs EDF et sous-traitants sous la pression d'une politique de profit maximum en supprimant des postes et intensifiant le travail. Elle affaiblit les outils de contrôle et augmente les risques liés aux facteurs organisationnels et humains (perte de savoir-faire, sous-traitance, erreurs...) à l'origine de 80% des incidents. La seule solution, c'est bel et bien l'arrêt du nucléaire civil et militaire!

Commission nationale écologie

1 - Programme des 3 jours sur: <https://www.sortirdu nucléaire.org/EVENEMENT-NATIONAL-Week-end-antinucleaire-a-Rouen>
2 - Le NPA aura un stand dans le village, un cortège dans la manif du samedi et une présence le dimanche à Penly.

No comment

Je souhaite poursuivre la révolution de 2011 [et bâtir] un pays nettoyé des corrompus et des complots

Kaïs SAÏED, après avoir arrêté des centaines d'opposantEs en Tunisie, réélu le 6 octobre avec 90,7% des suffrages et un taux de participation de 28,8%

Agenda

Samedi 12 octobre, rassemblement pour la défense de la santé publique, Carhaix.

À 12h, devant l'hôpital.

Samedi 12 octobre, manifestation contre le nucléaire et son monde, Rouen.

Lire ci-contre.

Mardi 15 octobre, conférence-débat avec Fabrice Riceputi autour de son livre *Le Pen et la torture en Algérie*, Strasbourg.

À 19h, à la Maison des Associations, 1a place des Orphelins.

Jeudi 17 octobre, rassemblement en mémoire du 17 octobre 1961, Strasbourg.

À 18h, au pont du Corbeau à Strasbourg et en manifestation vers la place du 17 octobre 1961.

Mercredi 22 octobre, Rencontres de la Brèche «Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation» avec Maxime Benatouil (Tsedek!), Houria Bouteldja et Françoise Vergès, Paris. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 26 octobre, manifestation «40 ans de prison, toute une vie de combat! Liberté pour Georges Abdallah!», Lannemezan (65). À 14h de la gare à la prison.

Mardi 5 novembre, réunion-débat «Un peuple en résistance: comprendre les luttes sociales dans l'Ukraine en guerre», Paris. À 19h au Maltais rouge, 40, rue de Malte, dans le 11^e.

Mardi 13 novembre, Rencontres de la Brèche: Kaoutar Harchi présente son ouvrage *Ainsi l'animal et nous*, Paris 12^e. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

PAYS BASQUE Ouvrir les frontières ensemble par humanité, par anticapitalisme, par internationalisme

Mercredi 2 octobre, 7 militantEs ont été placés en garde à vue après leur convocation à l'Office de lutte contre le trafic de migrants à Hendaye. Elles et ils font l'objet d'une enquête pour «aide à l'entrée et au séjour irrégulier en bande organisée» à la suite d'une action de désobéissance civile.

En mars dernier, lors de la grande course en soutien à la langue basque (Korrika) qui traverse tout le Pays basque et la frontière entre les États français et espagnol, plusieurs dizaines d'organisations se sont associées pour aider 36 migrantEs à franchir la frontière. Parmi ces organisations, le NPA-l'Anticapitaliste, qui a également apporté son soutien par un communiqué le jour même de la garde à vue. Lors de la Korrika, des milliers de personnes traversent sans encombre la frontière, à petites foulées. Pour d'autres, et quel que soit le jour de l'année, ce passage est synonyme de fuite, stress, danger de mort.

Contrôles aux faciès

La frontière, tout à l'ouest du Pays basque, c'est d'abord la Bidassoa, fleuve côtier qui sépare Hendaye et Irun. L'un des principaux points de passage entre les deux États, le plus meurtrier sans doute. Comme toute la frontière, les ponts font l'objet de contrôles renforcés depuis 2015. Un certain Bernard Cazeneuve, dans le cadre de l'état d'urgence, avait rétabli le contrôle aux frontières, qui revient depuis régulièrement (dernière période en cours, du 5 mai au 31 octobre 2024¹). Certains accès ont longtemps été purement et simplement fermés, comme le pont piéton «Avenida», à la demande du gouvernement français. Les ponts sont toujours très surveillés, mais la frontière est plus pernicieuse, plus large, s'étendant par exemple jusqu'aux bus pour Bordeaux, arrêtés en pleine nuit pour des contrôles

ne devant rien au hasard. Qui a un peu fréquenté les abords des gares d'Hendaye ou Bayonne a pu constater aussi la fréquence des contrôles au faciès, qui n'épargnent ni celles et ceux qui tentent de passer ni celles et ceux qui sont déjà là depuis de longs mois en attente de régularisation.

Sont aussi refoulés celles et ceux qui souhaitent demander l'asile en France. C'est illégal, bien sûr, mais on sait ce que pense le ministre de l'Intérieur de l'État de droit... La frontière française est ainsi presque infranchissable quand on est racisé ou sans visa. Son emblème est le centre de rétention administrative d'Hendaye, prison destinée à celles et ceux qui auront commis l'incroyable crime de croire à une vie plus sûre ou meilleure dans un pays riche et puissant. Le capital a besoin de la circulation des marchandises, pas de l'humanité.

Les frontières tuent

Les migrantEs se cachent, se déplacent par des non-routes toujours plus compliquées d'accès et dangereuses. Empêchés d'utiliser des ponts qui leur sont fermés et guidés par la peur de rencontrer la police omniprésente, des migrantEs tentent de traverser la Bidassoa à la nage ou trouvent des chemins plus périlleux mais moins surveillés. Le résultat? Neuf morts dans la Bidassoa depuis 2021 et un groupe de migrantEs percutés par un TER à Ciboure l'année dernière.

Il est donc question de vie ou de mort. Fuyant le plus souvent la guerre (qui fait rage au

Mali, par exemple, avec son cortège d'exécutions de civils) et la misère (au Sierra Leone, le PIB par habitant est de 475 dollars par an), les personnes qui ont risqué leur vie, après avoir quitté pays, famille et amiEs, n'ont pas à être une chance pour les capitalistes français qui ne se privent pas de les exploiter avec ou sans papiers. Elles sont victimes de l'impérialisme et d'un système économique qui les condamne, comme il nous condamne toutes et tous à court ou moyen terme.

Voilà pourquoi le NPA-l'Anticapitaliste est fier de s'être associé à l'action de mars, voilà pourquoi il soutient les sept militantEs placés en garde à vue et qui passeront en jugement le 28 novembre, comme il soutient toutes celles et tous ceux qui font preuve d'humanité.

Nous continuerons de nous associer à ce type d'actions, de demander la fermeture des centres de rétention, de revendiquer l'ouverture des frontières. Face à la barbarie du système capitaliste, notre internationalisme est notre humanité.

Félix Machin et Orzi Haüciarts

1 - <https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/schengen-la-carte-des-restrictions-aux-frontieres-nationales/>

À lire sur le site



Gagner pour nos retraites grâce au RN, vraiment? par Elsa Collonges

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Tirage:
1800 exemplaires

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction:
Fabienne Brifault

Numéro ISSN:
2269-3696

Maquette:
Ambre Bragard

Commission paritaire:
0419 P 11508

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

IMPRIM'VERT®

GHANA

La malédiction de l'or

Les manifestations contre la production illécite de l'or au Ghana deviennent une question politique majeure qui met en relief la corruption des élites dirigeantes du pays.

À deux mois des élections présidentielles au Ghana, la question écologique s'invite dans les débats avec les mobilisations citoyennes contre les exploitations illégales des mines d'or.



WIKIMEDIA COMMONS

Mobilisation renforcée

Une première manifestation initiée par le mouvement Democracy Hub a eu lieu, rassemblant une centaine d'activistes protestant contre les activités des orpailleurs illégaux appelés au Ghana les « galamsey », mot dérivé de « gather them and sell » (« prenez-les et vendez »). La police est intervenue violemment et a emprisonné une cinquantaine de manifestantEs. Cette répression, loin d'affaiblir la lutte, l'a renforcée. Ainsi les trois jours de mobilisation décrétés au début du mois d'octobre ont rassemblé un bien plus grand nombre de personnes. La plupart vêtues de rouge et de noir exigeaient la libération des manifestantEs et l'arrêt de l'orpaillage illégal. Plusieurs pancartes étaient brandies affirmant « Your greed fuels our crisis » (« Votre cupidité alimente notre crise »).

Mines illégales

L'essentiel des mines sont concentrées dans le sud du pays, et l'orpaillage illégal pourrait concerner près d'un million de mineurs faisant vivre 4,5 millions de personnes. Cette activité a de nombreuses conséquences néfastes sur l'environnement. Que cela soit la destruction des forêts, la pollution des cours d'eau notamment avec le mercure et le cyanure, ou la dégradation des terres par l'utilisation d'eau à haute pression qui élimine les nutriments. De plus, souvent les trous ne sont pas rebouchés entraînant des accidents. Les mineurs et leur famille sont victimes de problèmes de santé liés à l'exposition aux produits chimiques. L'usage de la mécanisation rogne aussi sur les terres agricoles de plantations de cacao.

Gouvernement accusé

La répression des manifestantEs avait pour but d'étouffer cette question qui demeure périlleuse pour le gouvernement. Si quelques mesures ont été prises contre les mines illégales, elles sont avant tout symboliques car l'enjeu est considérable. Cela touche les questions sociales — concernant l'emploi de centaines de milliers de personnes — et économiques car le Ghana est le second pays d'Afrique producteur d'or, avec des entreprises qui n'hésitent pas à acheter à très bas prix l'or produit dans les mines illégales. Enfin, cette controverse éclaire de manière crue le système de clientélisme et de corruption des deux principaux partis du pays. Ainsi le rapport du professeur Kawabena Frimpong Boateng, ancien ministre de l'Environnement, met en cause certains caciques du pouvoir impliqués dans l'activité des galamsey.

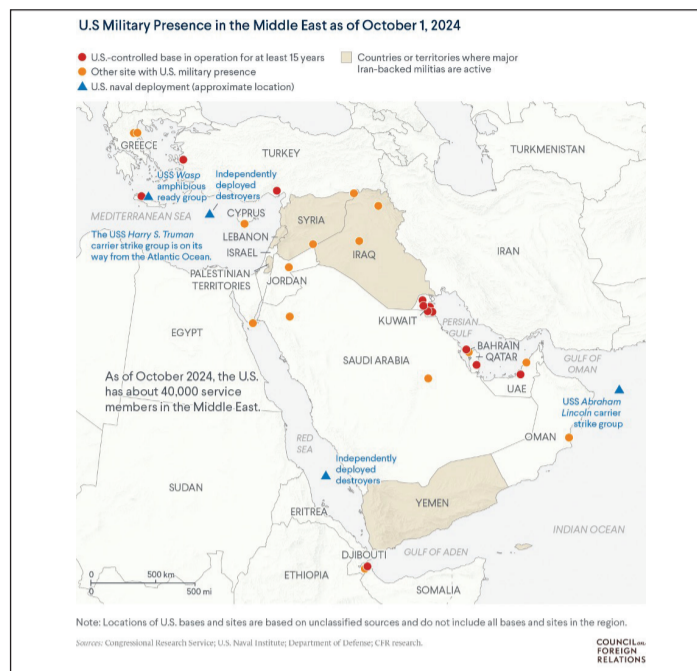
La solution consisterait en une remise en cause radicale du modèle extractiviste imposé par les multinationales aux pays africains, permettant d'offrir d'autres perspectives à la jeunesse, de celles de polluer leur pays et de se mettre en danger ainsi que leur famille.

Paul Martial

USA

Biden-Harris envoient plus d'armes et de troupes américaines au Moyen-Orient

Alors qu'Israël continue d'étendre sa guerre au Moyen-Orient, l'administration du président Joe Biden et de la vice-présidente Kamala Harris continue de fournir une aide militaire et d'augmenter ses forces militaires dans la région pour soutenir Israël.



Israël 3,8 milliards de dollars par an jusqu'en 2028 ».

Biden-Harris ignorent la loi

Depuis le début de la guerre d'Israël contre le Hamas en octobre dernier, les États-Unis ont fourni environ 30 milliards de dollars d'aide militaire à Israël. Selon la loi Leahy, les États-Unis ne peuvent pas fournir d'assistance en matière de sécurité aux gouvernements ou groupes étrangers qui commettent des violations flagrantes des droits de l'homme, mais l'administration Biden-Harris a tout simplement ignoré la loi.

Les États-Unis eux-mêmes sont également présents — environ 40 000 militaires étaient présents dans la région au mois d'août, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Les troupes américaines sont

stationnées à Bahreïn, en Égypte, en Irak, en Israël, en Jordanie, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite, en Syrie et aux Émirats arabes unis, et il existe également de grandes bases à Djibouti et en Turquie.

Depuis le début de la guerre d'Israël contre le Hamas, Biden a également envoyé plusieurs navires de guerre en Méditerranée orientale et en mer Rouge. Il s'agit de deux groupes de porte-avions, de plusieurs destroyers, d'un navire de débarquement amphibie et de milliers de marines. Les États-Unis ont également déployé des ressources considérables de l'armée de l'air, des chasseurs, des avions de transport et des avions-citernes, ainsi que quelques milliers de soldats supplémentaires. D'autres avions de guerre américains sont en route.

ARGENTINE

Loi de financement universitaire: un premier échec pour Milei?

La semaine dernière des manifestations massives ont eu lieu dans toute l'Argentine pour la défense des universités publiques et contre le veto de Milei à une loi votée par le Parlement pour les financer.

Cette loi vise à récupérer le budget perdu depuis que le gouvernement Milei est entré en fonction, à cause de la forte inflation et de la politique d'ultra-austérité. Elle vise particulièrement à revaloriser les salaires des travailleurEs enseignantEs ou non (qui ont chuté de 30 % en moyenne) et les bourses étudiantes.

Un veto sur le financement des universités publiques qui ne passe pas

Il y a quelques semaines le Parlement avait approuvé une loi pour réévaluer les pensions mais le gouvernement avait opposé son veto constitutionnel. Le pouvoir législatif a néanmoins la possibilité d'imposer sa loi s'il réunit les deux tiers des législateurs présents dans les deux chambres. En cette circonstance, Milei a réuni le nombre suffisant de députéEs pour empêcher que la loi passe. La mobilisation sur ce sujet au début de septembre avait été importante mais pas massive avec 50 000 manifestantEs à Buenos Aires et une forte répression. Par contre, le veto de Milei sur la loi universitaire se heurte à une plus forte opposition

au Parlement. Et il est probable que le Sénat s'y opposera à plus des deux tiers, et il est possible, bien que non certain, que la chambre des députéEs en fasse autant.

Milei moins populaire

Dans le même temps, la popularité de Milei commence à chuter. Plusieurs enquêtes d'opinion, y compris dans les médias de droite, font état pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir d'une chute des opinions favorables à son gouvernement et à sa personne. Alors qu'il était encore à plus de 52 % en juillet, il est maintenant en dessous de 50 % et frise les 40 % dans certains cas. Ce qui reste élevé si on tient compte de toutes les mesures d'austérité qu'il a imposées depuis près d'un an et qui ont détérioré brutalement les conditions de vie d'une majorité des classes populaires et moyennes. Cette perte de crédit est à mettre en relation avec le fait que des secteurs politiques ou syndicaux, jusque-là bien conciliants avec Milei, s'autorisent à un jeu plus libre et à des gestes d'opposition ou de résistance.

De nombreuses questions pour le mouvement antiguerre

Le mouvement de solidarité avec la Palestine, si actif sur certains campus au printemps, a été réprimé par les administrations universitaires, et ses campements et manifestations sont interdits. Des professeurEs pro-palestiniens ont été licenciés et des conférences annulées. Certaines parties du mouvement de solidarité avec la Palestine sont divisées sur le soutien au Hamas. Dans plusieurs villes américaines, des milliers de personnes se sont jointes aux manifestations pro-palestiniennes du 5 octobre, scandant des slogans tels que « Gaza, Liban, vous vous lèverez, le peuple est à vos côtés ». Mais avec la guerre qui maintenant sévit non seulement à Gaza mais aussi au Liban, où 43 % des habitantEs seraient chrétienEs et 58 % musulmanEs (27 % chiites), nombreux sont ceux qui ne soutiennent pas le Hezbollah et l'accusent même d'être responsable de la guerre, ce qui complique la situation. La guerre avec l'Iran la rendra encore plus compliquée. Le mouvement antiguerre n'a pas encore pris la mesure de cette évolution. Kamala Harris a rencontré des groupes arabes et musulmans dans l'État crucial du Michigan la semaine dernière. Elle continue de parler de paix alors que Biden fournit des armes. Cela pourrait lui coûter l'élection et conduire à la victoire du républicain Donald Trump.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

Des manifestations massives

Le profond attachement de la population pour l'université publique (qui est gratuite en Argentine, sans condition d'accès et d'un haut niveau international), le discrédit croissant de Milei et le fait que ce sont les autorités universitaires et tous les syndicats qui ont lancé l'appel expliquent le succès des manifestations du 2 octobre. Elles ont eu lieu dans toute l'Argentine, y compris dans les petites villes, et ont été, du point de vue du nombre, du même ordre de grandeur que celles du mois d'avril dernier, c'est-à-dire massives : de centaines de milliers jusqu'à un million de personnes... Contrairement aux manifestations de ces derniers mois, elles n'ont donné lieu ni à des affrontements ni à la répression. On a même vu des politiciens comme Massa, l'ancien candidat péoniste aux dernières élections présidentielles, ou des parlementaires de l'UCR, le parti « radical » traditionnel de la bourgeoisie, dans les rangs des manifestantEs. Utilisant ces présences, Milei et les médias à son service ont bien sûr qualifié ces manifestations de « propagande politique ». Mais rien ne dit que cela suffise à arrêter le mouvement.

Avant et pendant le vote au Parlement dans la semaine qui vient, des grèves universitaires et des manifestations sont prévues dans tout le pays. Il sera important de voir si le mouvement étudiant, largement absent depuis des années, se mobilise massivement à cette occasion. En tout cas l'espoir grandit d'infliger à Milei ce qui constituerait une première défaite politique après plus de dix mois de gouvernement autoritaire et ultralibéral.

Commission Amérique latine

LE LIBAN, UN PAYS FRAGILISÉ DEVENU NOUVEAU FRONT DE GUERRE

L'escalade militaire israélienne actuelle contre le Liban fait partie d'une machine de guerre israélienne qui continue de commettre un génocide à Gaza, et de bombarder la Syrie, le Yémen et l'Iran, menaçant d'une guerre régionale plus large. Ce n'est pas la première guerre menée par l'État d'Israël contre le Liban, toujours

justifiée comme étant «ciblée» contre des organisations que Tel-Aviv considère comme terroristes. Dans le passé, il s'agissait de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du Mouvement national libanais de gauche. Aujourd'hui, c'est le Hezbollah. Pour le Liban, la guerre israélienne actuelle s'inscrit également dans le contexte d'une

séquence de crises qui a commencé avec le soulèvement populaire de 2019 et sa répression ultérieure, et qui s'est poursuivie avec la pandémie de Covid, l'explosion du port, un vide du pouvoir et un effondrement économique dont le Liban commençait à peine à se remettre.
Explications de Joseph Daher.

Le Liban, un pays au cœur du conflit israélo-arabe

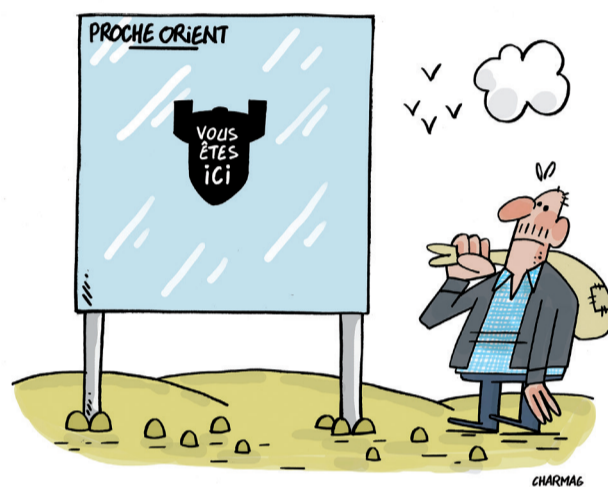
Le Liban a obtenu son indépendance en 1943 à la suite du Mandat français qui avait été imposé sur le pays en 1920. La représentation politique au Liban est organisée selon des lignes confessionnelles. Le système confessionnel libanais (comme le confessionnalisme en général) est l'un des principaux instruments utilisés par les classes dirigeantes au pouvoir pour renforcer leur contrôle sur les classes populaires, en les maintenant subordonnées à leurs dirigeants confessionnels.

Les Libanais sont appuyés sur l'orientation économique libérale du pays pour consolider leur pouvoir. Après la fin de la guerre civile en 1989, ce pouvoir n'a fait que se renforcer. Les gouvernements libanais successifs ont adopté des politiques néolibérales qui ont conduit à l'approfondissement des caractéristiques historiquement constituées de l'économie libanaise : un modèle de développement axé sur la finance et les services dans lequel les inégalités sociales et les disparités régionales sont très prononcées.

deux jours, tous les civils qui y étaient restés. Le Liban a également accueilli plus de 100 000 réfugiés palestiniens. Les Nations unies ont établi 16 camps officiels de réfugiés palestiniens au Liban. À son apogée, le nombre de réfugiés palestiniens dépassait probablement un demi-million de personnes, soit plus de 10 % de la population totale du Liban, même si l'UNRWA estime aujourd'hui ce nombre à environ 250 000.

Aux origines de la guerre civile de 1982 à 2000

Par la suite, le Liban a subi de nombreuses attaques de l'armée d'occupation israélienne et plusieurs invasions et guerres. En 1978, l'armée d'occupation israélienne envahit une partie du Sud-Liban pour combattre la résistance palestinienne. Quatre ans après cette invasion, l'État israélien débute une nouvelle invasion s'étendant cette fois jusqu'à la capitale Beyrouth. L'objectif de l'invasion baptisée «Paix en Galilée» en 1982



L'objectif de l'invasion baptisée «Paix en Galilée» en 1982 est d'éliminer la résistance palestinienne, la présence politique l'OLP, les forces progressistes libanaises et d'installer un régime ami à Beyrouth

est d'éliminer la résistance palestinienne, la présence politique de l'OLP, les forces progressistes libanaises et d'installer un régime ami à Beyrouth. Dans ce cadre, la

capitale subit un siège mortifère et est bombardée massivement, menant finalement à l'expulsion des forces de l'OLP de Beyrouth vers Tunis en 1982. À la suite de ce départ forcé de l'OLP, seront commis les terribles massacres de Sabra et Chatila, en septembre 1982, sous la responsabilité de l'occupation israélienne.

L'occupation du Sud-Liban se termine en 2000 avec le retrait des troupes israéliennes, à l'exception des fermes de Chebaa, une zone contestée à cheval entre le Liban et la Syrie.

L'armée d'occupation israélienne lance une nouvelle guerre contre le Liban en 2006, avec le soutien des États-Unis, qui cause la mort de plus de 1200 personnes, dont 270 combattants du Hezbollah. Israël a perdu plus de 150 personnes, principalement des soldats. Malgré l'asymétrie des pertes et des effectifs militaires — tous deux largement en faveur d'Israël —, Israël n'a pas réussi à atteindre ses objectifs en affaiblissant de manière significative le Hezbollah, tant politiquement que militairement, ce que ce dernier considérait comme un succès politique. Dans le même temps, et cela constitue une différence majeure avec la guerre israélienne actuelle contre le Liban, pas un seul cadre haut placé du Hezbollah n'a été tué pendant les 33 jours de guerre, malgré de nombreuses tentatives de l'armée d'occupation israélienne, notamment le largage de 22 tonnes de bombes sur un bunker à Beyrouth supposé être occupé par des membres haut placés du Hezbollah, ou l'échec de l'enlèvement de dirigeants clés. Après la guerre de 2006, la frontière israélo-libanaise n'a connu que quelques incidents sécuritaires, la plupart survenus entre 2013 et 2014, après le déclenchement du soulèvement syrien. Le Hezbollah a riposté militairement à de multiples incursions israéliennes.

Le Liban après le 7 octobre 2023

À la suite du déclenchement de la guerre génocidaire de l'État d'Israël contre la bande de Gaza après le 7 octobre 2023, le Hezbollah annonce sa stratégie dite de «l'unité des fronts» qui a pour objectif de lier le front libanais à celui de Gaza. Le but du parti initialement est de montrer sa solidarité avec ses alliés politiques palestiniens, d'être crédible quand il mobilise la rhétorique de la résistance, tout en cherchant à protéger ses intérêts et alliances liés également à l'Iran dans la région...

Opérations militaires du Hezbollah calculées

Les premières cibles du mouvement libanais sont les fermes de Chebaa en territoire libanais occupés, et non directement les territoires israéliens. Par la suite, ils ont mené des attaques sur des sites militaires israéliens. Les opérations militaires du Hezbollah restent néanmoins dans une perspective calculée et relativement modérée comparée à la violence des attaques israéliennes, avec l'objectif d'éviter une guerre totale avec Israël. Cependant le parti ne se doutait certainement pas que la guerre génocidaire contre Gaza durerait autant et qu'Israël

allait monter à un tel niveau d'intensité dans ses attaques contre le Liban, avec le soutien total des États-Unis et principales puissances européennes, comme la France.

La politique de l'unité des fronts rejetée par la population libanaise

À la mi-septembre 2024, la violence meurtrière de l'occupation de l'armée israélienne s'accroît avec l'escalade militaire et des opérations terroristes menant à l'assassinat d'environ 570 personnes, en grande majorité des civils dont 50 enfants, et des milliers de blessés. Cela se poursuit par des campagnes de bombardements massifs visant à assassiner les hautes personnalités militaires et politiques du Hezbollah, mais tuant également environ deux milliers de civils et provoquant le déplacement forcé de plus d'un million de personnes. L'unité des fronts devient donc de plus en plus difficile à défendre politiquement au sein de la population libanaise. Le coût pour le Liban est de plus en plus lourd, et le Hezbollah ne veut pas que ce conflit soit instrumentalisé par ses ennemis politiques intérieurs qui en feraient le principal responsable de tous les malheurs du pays. Le Hezbollah se trouve dans la situation la plus dangereuse depuis sa création,

et c'est loin d'être près de s'arrêter, car Israël continue sa guerre contre le Liban, qui comprend également le ciblage des infrastructures et des capacités du parti. Sur la scène nationale, son isolement politique et social au sein de la population libanaise va très probablement se renforcer.

Construire un autre projet de société

Malgré la guerre israélienne et la crise socio-économique du pays, des formes de solidarité avec les déplacés sont mises en place à travers le pays, même si des tensions politiques continuent à exister. Il n'y a pas d'alternative politique progressiste organisée actuellement dans le pays ayant des capacités d'action significatives, malgré des tentatives sans succès ces dernières années de construire un tel projet, particulièrement à la suite du soulèvement populaire de 2019. La nécessité de construire un véritable projet contre-hégémonique, ancré dans les classes populaires du pays et en coalition avec les forces sociales indépendantes comme les syndicats, les organisations féministes et antiracistes, reste une nécessité pour l'avenir des classes populaires dans le pays, mais tout d'abord il faut arrêter la machine de guerre israélienne.

Le rôle du Hezbollah après 2000

La création et le développement du Hezbollah sont historiquement liés à divers éléments de l'invasion du Liban par l'armée d'occupation israélienne en 1982 et de l'occupation du pays jusqu'en 2000, ainsi qu'à la dynamique politique et aux projets régionaux de la République islamique d'Iran (IRI).

Le chiffre
1 million
C'est le nombre de personnes déplacées au Liban depuis les attaques militaires d'Israël de la mi-septembre.

AUTOMOBILE Stellantis choisit les dividendes, les salariéEs de MA France choisissent de se battre

Aulnay-Sous-Bois, avril 2024 : MA France annonce la délocalisation en Turquie de son usine d'emboutissage de produits pour voitures utilitaires, dernière filière automobile de la Seine-Saint-Denis.

Le site d'Aulnay, propriété du groupe italien CLN, emploie 400 travailleurEs — dont 280 salariéEs et 120 intérimaires — d'une moyenne d'âge de 50 ans. Malgré une grève commencée le 16 avril, l'usine est placée en liquidation judiciaire au mois de mai, et le 27 juin les ouvrierEs sont licenciés. L'intervention de l'Inspection du travail bloque cependant le licenciement pour les représentantEs du personnel, mais le liquidateur ne paie pas les salaires et propose un accord prévoyant 15 000 euros d'indemnité de licenciement ainsi que l'interdiction d'attaquer CLN et Stellantis. En effet, MA France est à 80 % sous-traitant du groupe franco-italo-étatsunien dirigé par Carlos Tavares. C'est bien Stellantis — qui a fait 18,6 milliards de bénéfices en 2023, dont 8 distribués aux actionnaires — qui a donné l'ordre de transférer la production en Turquie.

DÉLOCALISATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE



Occupation pour empêcher les machines de partir

Si les difficultés économiques amènent une moitié des salariéEs de MA France à accepter l'accord proposé par l'entreprise, l'autre moitié le refuse et demande un reclassement chez Stellantis et une indemnisation plus élevée. Le site est alors occupé pour empêcher le départ des machines en Turquie, mais aussi des pièces déjà prêtes à la vente.

Le désespoir est élevé parmi ces travailleurEs d'une ville qui était l'un des moteurs de l'industrie automobile de la région (avec ses 5 000 salariéEs au début des années 1970, l'usine Citroën d'Aulnay était le plus grand site Citroën d'Île-de-France) et qui a progressivement vu ses usines fermer. Au mois d'août, lors de la visite du représentant du liquidateur venu chercher les pièces de l'usine, un ouvrier tente de s'immoler par le feu. Le liquidateur renonce alors à l'objectif de sa venue, mais le dialogue avec les salariéEs n'est toujours pas entamé.

Les grévistes se donnent rendez-vous le 9 et le 17 octobre

Les grévistes poursuivent donc l'occupation du lieu et attaquent l'entreprise en justice, déterminés à ne pas laisser partir la production sans avoir obtenu un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) à la hauteur de leur ancienneté et de leurs compétences. Le 2 octobre, les salariéEs se sont renduEs au tribunal administratif de Montreuil pour la première audience, accompagnés et soutenus par une centaine de personnes de l'UD CGT 93, des unions locales CGT d'Aulnay et Montreuil, mais aussi de SUD Industrie, du Parti communiste, du NPA-l'Anticapitaliste et de LFI.

Le 9 octobre, une conférence sur l'avenir de l'automobile a lieu à l'usine occupée, avec la participation de Sophie Binet, du sénateur PCF Fabien Gay et de la députée LFI de la circonscription Nadège Abomangoli. Une grève des salariéEs de l'automobile est déclarée pour le 17 octobre, avec rendez-vous à Porte de Versailles devant le Mondial de l'automobile... Soyons nombreux pour les soutenir!

Gin Vola

SANTÉ 14 milliards d'euros d'économies sur le budget de la Sécu! C'est non...

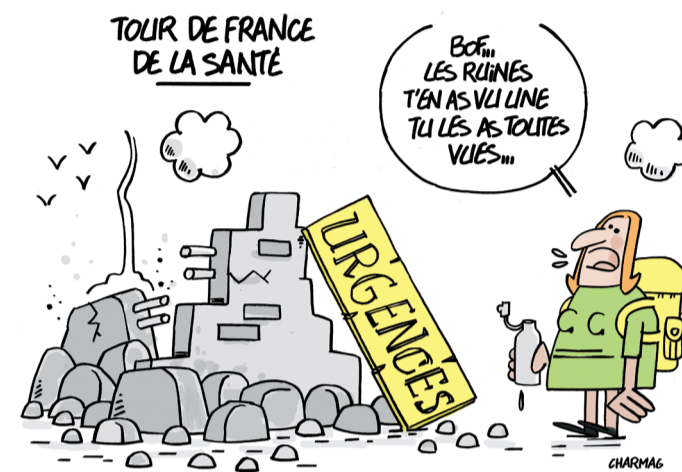
Face à cette attaque sans précédent, le « Tour de France pour la Santé » veut multiplier les étapes, essaye de bâtir une plateforme revendicative portée par la soixantaine d'organisations qui la compose, et prend contact avec les éluEs du NFP (Nouveau Front populaire) pour préparer une mobilisation contre un PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale) qui concentre toutes les attaques.

La priorité de Barnier, c'est de trouver 60 milliards d'économies sur la Sécu, pour rembourser les banques qui depuis des années s'engraissent. Si on le laisse faire, l'hôpital déjà bien malade sera à terre, les personnelEs encore plus mal-payés et maltraités, les patientEs moins bien remboursés, la santé de toutEs encore plus menacée.

Parmi les pistes du gouvernement, un Objectif national des dépenses d'assurance maladie — le fameux « Ondam » — à 2,8% seulement, encore en baisse par rapport aux 3,2% déjà très insuffisants de l'an passé, et ce alors que même les directeurs d'hôpitaux réclament + 6%. Si on compare ces 2,8% à l'inflation, à la dette des hôpitaux, aux besoins en lits et en personnels, c'est la catastrophe qui va s'aggraver. Quant à la priorité affichée à la santé mentale, elle va s'arrêter aux portes du budget!

Explosion du coût des mutuelles ou 100% Sécu...

Pour y parvenir, le gouvernement veut baisser le taux de remboursement des consultations médicales. Ce qui devrait encore faire exploser le montant des complémentaires santé, pour ceux et celles qui peuvent les payer. Un pas de plus vers une financiarisation qui aggrave les



inégalités avec des couvertures santé différentes selon le portefeuille. Le gouvernement propose aussi la sortie de certaines pathologies des ALD (affections de longue durée) qui permettent une prise en charge à 100% des pathologies lourdes, pour économiser 540 à 870 millions. Alors que les franchises médicales ont doublé le 1^{er} avril 2024, le gouvernement veut les étendre aux appareils médicaux, pour une économie de 380 millions. Il reparle de nous voler une journée de travail pour financer les Ehpad, au bord du gouffre financier. Il envisage d'allonger le délai de carence de 3 à 8 jours sur les arrêts de travail, et de baisser le remboursement des

consultations médicales et des indemnités journalières. Il sera toujours plus difficile et plus cher de se soigner, avec une Sécurité sociale qui défend le principe de « à chacun selon ses besoins » réduite au minimum. Et toujours plus de place aux mutuelles, qui ne jurent que par le « à chacun selon ses moyens »!

Reprendre le Tour de France, contre le PLFSS qui met à mort la santé!

Malgré les difficultés, souvent le découragement, les personnelEs essayent de se mobiliser. Ainsi à Brest pendant l'été, les personnels des urgences ont réalisé un mur de la honte, qui affichait les scandaleux délais d'attente

pour les patientEs de plus de 75 ans. À Carhaix se prépare une manifestation régionale le 12 octobre, réunissant usagerEs, personnelEs, éluEs, les syndicats SUD et CGT, contre la répression, pour la défense de l'hôpital public et des urgences. Pour éviter l'effondrement de la Sécu et du droit à la santé, il faut une mobilisation populaire, réunissant usagerEs, personnelEs, syndicats, mutuelles, associations, partis de gauche. C'est pourquoi le Tour de France pour la santé, qui réunit plus de 60 organisations et a réussi à fédérer plus de 80 étapes l'an passé, veut reprendre son chemin : partout des initiatives unitaires pour défendre le droit à la santé.

Contact a été pris avec les parlementaires du Nouveau Front populaire pour échanger sur les revendications mises en avant par le Tour de France, et surtout pour discuter des initiatives unitaires possibles au moment du vote du PLFSS, un enjeu central. Ce gouvernement illégitime, fragile et qui veut faire 14 milliards d'euros d'économies sur la santé réussira-t-il à faire voter sa loi d'austérité? Le Rassemblement national sauvera-t-il le gouvernement et son PLFSS d'austérité par une abstention? Le NFP pourra-t-il faire passer un amendement au PLFSS abrogeant la réforme des retraites? La lutte autour du PLFSS 2025 sera-t-elle l'occasion de démarrer une mobilisation unitaire autour du droit à la santé et de la reconquête de la Sécu? Cela dépendra de nos mobilisations.

Frank Prouhet

ÉCOLOGIE Terres de Gonesse: un autre projet est possible!



Au son d'une batucada, dans une ambiance festive et en scandant des slogans tels que « Respect des terres / Sécurité alimentaire », « Pas de gare, pas d'école / Sur les terres agricoles », 350 personnes ont marché le dimanche 29 septembre.

De la gare du RER D de Villiers-le-Bel – Gonesse jusqu'au lieu-dit du Triangle, elles étaient accompagnées par les associations comme les Soulèvements de la Terre, XR (Extinction Rebellion), YFC (Youth for climate), par des représentantEs d'autres luttes environnementales et de plusieurs éluEs (LFI, Les Verts). Objectif : défendre les terres de ce plateau agricole de près de 700 hectares (voir l'Anticapitaliste n°721 du 20 septembre 2024) face aux projets d'urbanisation autour de la ligne 17N et d'une

cité scolaire... sur le passage des avions de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy. La quasi-absence des syndicats enseignants concernés par l'absurdité de la construction d'une cité scolaire au milieu des champs et qui nous soutenaient est incompréhensible.

Derrière la ligne 17N et l'A69: un même groupe

À l'issue de la marche, des prises de parole se sont succédées. À cette occasion, il fut rappelé que c'est la même société, le groupe

NGE, qui est en charge de la construction de la ligne 17N et de l'A69 : le capitalisme n'a pas de frontière!

Le député LFI de la circonscription jouxtant celle de Gonesse, Carlos Martens Bilongo, a défendu la revendication du CPTG (Collectif pour le Triangle de Gonesse) et que soit saisie la Commission nationale du débat public (CNDP) pour que l'emplacement de la cité scolaire soit démocratiquement débattu. Il s'est aussi prononcé pour qu'elle soit construite sur la friche hospitalière déjà artificialisée de Villiers-le-Bel, située dans sa circonscription.

Les victoires sont possibles

Parmi les autres prises de parole, celle de la présidente du collectif « Vivre sans le BIP » (projet autoroutier très contesté, BIP pour boulevard intercommunal du Paris) fut particulièrement applaudie, car cette même semaine on apprenait que le département du Val-d'Oise renonçait définitivement à ce projet écocide. C'est donc une victoire dans notre département qui nous encourage à poursuivre notre bataille pour préserver les terres de Gonesse. On ne lâchera pas!

Comité NPA 95

À lire sur le site



La Palestine avant le 7 octobre, par Marie Schawb



La forêt trinque! La Creuse se mobilise!

Culture

ESSAI Réapprendre à faire grève, de Baptiste Giraud

PUF, 2024, 320 pages, 20 euros.

Atous les camarades qui, au sein de la gauche radicale, pensent encore qu'il suffirait que les directions des confédérations syndicales appellent à la grève générale pour que celle-ci devienne effective, la lecture du livre de Baptiste Giraud constituera un bon antidote.

Immersion dans la CGT commerce

Dans son ouvrage, issu de deux années d'enquête par immersion au sein de l'Union syndicale Commerce et Service de la CGT à Paris, Baptiste Giraud met en évidence les difficultés que rencontrent les militants CGT pour enrainer le syndicat parmi les salariéEs des magasins, grands ou petits, ou de l'hôtellerie-restauration, qui représentent 64% des 4 millions d'emplois disponibles dans la capitale.

Difficultés liées au management autoritaire et ou paternaliste du patronat, à la petitesse et la volatilité du personnel de ces entreprises et à la précarité des statuts pour faire reconnaître simplement le droit du travail.

Difficultés à faire face aux multiples sollicitations du « dialogue social », comme les NAO (négociations annuelles obligatoires).

Difficultés résultant de la perte du « savoir-faire » militant parmi les déléguéEs syndicaux souvent jeunes : comment rédiger un tract, comment organiser un débrayage, une grève ?

Difficultés à sortir du cadre étroit de la lutte d'entreprise, voire de la défense de ses seuls intérêts personnels, pour venir simplement aux réunions organisées par l'Union syndicale, voire aux mobilisations interprofessionnelles. Mobilisations interprofessionnelles qui apparaissent trop éloignées dans leurs mots d'ordre et leurs modes d'action du vécu des salariéEs de ces secteurs du commerce et des services.

Transmettre

Illustré par de nombreux exemples issus de ce travail d'enquête ethnographique, le livre de Baptiste Giraud montre comment les quelques permanentEs et militantEs plus chevronnés tentent, par un vrai travail de Sisyphe, de redonner

confiance aux déléguéEs, de les appuyer lors des conflits tout en veillant à ne pas faire à la place de ces derniers. Baptiste Giraud souligne que ces problématiques ne sont pas inhérentes à la seule CGT mais concernent également la CFDT et les autres syndicats.

L'auteur n'en reste pas aux seuls constats mais amorce quelques propositions sur le nécessaire investissement en moyens humains et matériels auquel les organisations syndicales devraient consentir pour s'implanter dans ces « déserts syndicaux ».

En résumé, un livre utile pour mieux saisir les enjeux de cette lente période de transition du monde du travail et sur les moyens d'y reconstruire une conscience de classe en étant averti de la dégradation des rapports de forces.

Éric M

À lire sur le site



ROMAN *Le Tumulte et l'Oubli*, de *Timothée Demeillers*, par Vincent Gibelin

ESSAI Quand les travailleurs sabotèrent – France, États-Unis (1897-1918), de Dominique Pinsolle

Éditions Agone, 2024, 420 pages, 25 euros.

L'auteur est historien chercheur à l'université de Bordeaux. Il avait pour habitude de travailler sur l'histoire et la critique des médias au service des dominants, de leur concentration entre les mains de quelques capitalistes, en réfléchissant avec d'autres, du côté d'Acrimed et du *Monde diplomatique*, sur le type de média populaire et démocratique que nous pourrions avoir. Ici nous revenons sur un moment particulier de l'histoire du mouvement ouvrier.

Syndicalisme et sabotage

On nous amène tout d'abord en France, à la fin du 19^e siècle, durant les premières années du syndicat CGT (né en 1895) très influencé alors par les idées anarcho-syndicalistes, une forme de radicalité politique. Il y a des grèves, des luttes dures pour des salaires décents, pour un temps de travail décent. Mais malgré une organisation syndicale en plein essor et une social-démocratie essai en développement (avec Jean Jaurès), confrontées à une dure répression, contre les grèves et contre les militantEs, les luttes s'avèrent difficilement efficaces. C'est alors que des syndicalistes comme Émile Pouget réfléchissent sur des modes d'action plus directs et plus radicaux. C'est la théorie du « sabotage », sa mise en pratique dans les luttes qui va



marquer la période. L'idée est simple, c'est de perturber le plus possible la production pour obliger le patronat à négocier : si le salaire est insuffisant et si les conditions de travail sont mauvaises, alors il s'agira de travailler peu et mal.

Répression idéologique et policière

Suivent alors des années de débats intenses au sein des organisations ouvrières, syndicales comme politiques, sous la pression de campagnes hostiles de la part des gouvernements, du patronat et des médias à leur service. Le sabotage qui est une volonté de trouver des moyens efficaces dans les luttes devient

dans la propagande du pouvoir une méthode violente voire terroriste. On retrouve exactement les mêmes méthodes aujourd'hui du côté des possédants pour dénigrer, caricaturer, mentir. C'est bien la légitimité des résistances ouvrières qui est remise en cause. La violence de la propagande accompagne celle de la répression politique avec des arrestations, des licenciements, parfois des morts dans les manifestations. À l'image d'une classe possédante qui refuse le droit au prolétariat de se défendre et surtout d'oser contester le pouvoir bourgeois.

Une radicalité des deux côtés de l'Atlantique

La théorie du sabotage traverse l'Atlantique, et le mouvement ouvrier américain s'en empare, reprenant les écrits de Pouget notamment. C'est le syndicat le plus combatif, les IWW (Industrial Workers of the World) qui défendent et mettent en pratique clairement des formes de luttes plus radicales. Durant quelques années, comme en France, le mouvement ouvrier, là-bas aussi très dur, subissant une terrible répression avec les milices privées patronales qui assassinent impunément, subit une propagande intense, faisant passer les syndicalistes combattifs pour des violents. Dominique Pinsolle nous fait vivre précisément ces périodes,

illustrées d'articles et dessins de presse, d'écrits de militantEs, de déclarations et de lois répressives du pouvoir. Il y a l'histoire passée, il y a une expérience et il y a la réflexion pour aujourd'hui. Il n'est pas question de dire que le sabotage c'est bien, d'autant que son efficacité n'est pas démontrée, par contre, et c'est tout le problème qui se discute aujourd'hui dans les mobilisations, pas seulement dans les grèves ouvrières, mais aussi dans le mouvement écologiste ou féministe, à savoir comment combattre la domination et l'exploitation, comment faire face à la violence du système et de la répression, comment défendre nos droits. Comment être efficace dans nos luttes. Ce livre très utile nous permet d'avoir cette réflexion, avec ce regard détaillé sur des épisodes importants de la lutte des classes.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste



LES NÔTRES Jean-Claude Farré

Chers camarades, je suis la compagne depuis quarante ans de Jean-Claude Farré (Pilar). J'ai la tristesse de vous annoncer son décès, le 22 septembre dernier.

Il avait adhéré à la Ligue communiste révolutionnaire en 1974, dans la cellule de son entreprise, la Compagnie bancaire. Militant au sein de la section 1, 2, 3, 4 (centre de Paris), puis à Gennevilliers et à Malakoff, où avec assiduité tous les dimanches il vendait *Rouge* sur le marché. Il martelait le pavé parisien, perdant sa voix en criant les slogans dans les manifestations qu'il protégeait souvent, étant au service d'ordre.

C'était aussi un militant syndical conséquent, à la Compagnie bancaire où il travaillait. Il fut secrétaire du CE pour la CGT durant plusieurs années dans un secteur où la CFE-CG avait traditionnellement la majorité. Défenseur infatigable des salariéEs, il était de toutes les luttes pour l'amélioration de leur situation. Sa retraite venue, il partit en Bretagne, à Rennes et continua à militer à la LCR qu'il ne quitta qu'à sa dissolution, il rejoignit la Gauche unitaire, puis Ensemble, qu'il quitta en désaccord avec la conception qu'il jugeait peu démocratique et peu efficace, de cette organisation. Cela ne l'empêcha pas de militer, de soutenir les luttes ouvrières, les réfugiéEs, les sans-papiers... Orphelin de la LCR, il était fier de continuer à soutenir la Quatrième Internationale.

Jusqu'au bout il fut fidèle à ses engagements, à son combat pour l'émancipation du genre humain et garda la conviction de la nécessité

d'un parti et d'une internationale pour renverser l'ordre établi.

Il est parti le 27 septembre, avec son drapeau rouge floqué du vieux logo de la LCR (le « crabe »), accompagné d'une nombreuse assistance, dans un crématorium empli du chant de *l'Internationale* et de *Sans la nommer* de Moustaki.

Salut mon camarade, mon amour.

Michèle Gillet-Farré



LES NÔTRES Régis Desvaux

Militant de la LCR puis du NPA, Régis a été de tous les combats à Canteleu, dans la banlieue rouennaise, et notamment de

l'aventure de 100% à gauche, un regroupement politique unitaire qui pendant 18 ans a marqué la vie politique locale. Voici le petit texte lu à son enterrement fin septembre.

« Régis n'aimait pas beaucoup les discours amidonnés ! Et moi, Dieu sait que j'aurais aimé ne pas avoir à prononcer ces quelques mots dictés par la mort. Mais presque 30 ans d'amitié et de militantisme commun à Canteleu, je ne pouvais pas y échapper. Alors, quelques images de Régis... Les doigts tachés par la cigarette, attablé au café, avec ses amis de Canteleu, avec Riquette, sa compagne, en train de refaire le monde. Ma grande surprise quand il demandait une feuille de salade pour nourrir son escargot de compagnie. Une fête de la LCR avec Alain Krivine, une grande tablée et une discussion sans fin sur Mai 68 et le mouvement étudiant, où notre amitié a commencé. Sa passion pour l'histoire : incollable sur Napoléon III ou les guerres vendéennes. Tout ça, en toute modestie, mais l'œil toujours

pétillant. Régis était un vrai puits de sciences sur l'histoire.

Attablé devant une bouteille lors de ces repas qu'on avait l'habitude de faire, en train de rouler une cigarette, et de raconter ses multiples vies de travail. Il avait fait tous les boulots : croque-mort, vendeur de vin, calorifugeur, aide-soignant aux Papillons blancs... Souvent travail varié, mais toujours fidélité en amitié et en politique.

Son sourire qui s'allumait quand on parlait de la Bretagne. Il préférerait, je crois, celle des forêts, des lacs et des petits chemins. On le charriait souvent. Dans ces paysages, ses cendres vont peut-être se retrouver.

Une photo pour la campagne municipale de 100% à gauche. Une crinière blanche, un air un peu bougon, le regard malicieux. Des nouvelles d'Alexis et de Sandra, ses enfants, qu'il ne manquait jamais de me donner, et dont il était très fier.

Il me parle sans broncher de son cancer et de la fin qui avance. J'ai envie de lui faire plaisir. On passe une matinée à retrouver et écouter les musiques bretonnes. Celles qui parlent d'une institutrice qui a épousé un divorcé, des filles des forges de Paimpont en grève ou de la blanche hermine. Sur son lit médicalisé, il y a encore deux semaines, ce même regard mi-gourmand mi-malicieux en me racontant avoir veillé pour regarder à la télévision les coups pris par Trump lors du débat avec Kamala Harris. Enfin son sourire, en me reconnaissant à l'hôpital pour une dernière visite. C'était tout ça Régis, un ami, un camarade... Kenavo Régis ! »

Frank Prouhet

COLONIALISME « L'économie martiniquaise repose sur un modèle hérité du modèle économique colonial »

Entretien. Depuis un mois, le mouvement populaire contre la vie chère en Martinique s'amplifie. **Marcel Sellaye**, militant du GRS (Groupe révolution socialiste) et ancienne tête de la liste Respé (Résistance ESPoir, Émancipation) nous explique les raisons de la colère et comment le mouvement se poursuit.

Comment est né le mouvement contre la vie chère ?

Des mobilisations impressionnantes des peuples antillais contre la vie chère ont eu lieu ces dernières années : en 2009, elles étaient initiées par le LKP en Guadeloupe et le K5F en Martinique, puis, plus récemment, dans le contexte de la pandémie de covid et celui moins spectaculaire de 2021. Le mouvement lancé le 1^{er} septembre 2024 par le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) vise spécifiquement le prix des denrées alimentaires qui ont grimpé de façon spectaculaire de... 40% selon l'Insee !

En réalité, la vie chère aux Antilles, en l'espèce en Martinique, est totalement dû à la structure de l'« économie martiniquaise » dont l'insertion dans l'économie mondiale remonte à 1957 (dans le cadre du Marché commun européen). Vie chère structurelle dont l'aggravation conjoncturelle est liée à une variation du contexte inflationniste global. L'économie martiniquaise est une économie de dépendance vis-à-vis du marché français — un héritage du modèle économique colonial fondé sur le principe de l'exclusivité des échanges avec la « métropole » au détriment de la production locale.

80% des produits alimentaires sont donc non seulement importés mais de surcroît ils transitent entre les mains de... 14 intermédiaires soucieux de leurs bénéficiaires !

Ce modèle économique est très coûteux pour la population, notamment pour les classes laborieuses et populaires (dont 35% vivent sous le seuil de pauvreté).

L'économie martiniquaise est fondée sur le principe de l'exclusivité des échanges avec la « métropole » au détriment de la production locale

Ce marché est dominé par l'oligopole GBH (Groupe Bernard Hayot), leader depuis 1960 de la grande distribution et dont le propriétaire béké figure parmi les 500 premières fortunes françaises. Cette même dépendance profite aussi à la multinationale CMA CGM (qui détient le monopole du transport maritime) qui



La CRS 8 en action face aux manifestantEs contre la vie chère. DR

participe au renchérissement du coût d'achat des produits, lequel s'élève, officiellement, à environ 7% !

Quelles sont les revendications du mouvement ?

Il faut revenir à 2012, date à laquelle des mesures sont prises pour réguler ce marché, à travers un système de promotion permanente sur des produits de base (Bouclier Qualité Prix). Un système géré exclusivement par... les fournisseurs et distributeurs sous le regard bienveillant de l'État.

Devant la flambée continue des prix, une « commission d'enquête par rapport au coût de la vie dans les collectivités territoriales régies par les articles 73 et 74 » sous l'impulsion du député martiniquais Johnny Hajjar (Parti progressiste martiniquais, parti césairiste) révèle en 2023 l'opacité du système et le façonnage des marges exorbitantes par la grande distribution. C'est dans ce contexte, qu'apparaît le RPPRAC, dont l'équivalent en France serait les Gilets jaunes.

Lancé sur les réseaux sociaux, il se donne pour ambition de mobiliser simultanément, le 1^{er} septembre, les peuples des colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) et les Antillais vivant en France.

Mais c'est en Martinique, à côté de ses leaders (Rodrigue Petitot et Aude Goussard) qu'il réunit le plus de monde (près de 800 personnes répondent à l'appel du 1^{er} septembre) et mène depuis des opérations de blocage des supermarchés — en particulier les enseignes du groupe GBH (Carrefour)

Le mouvement a indiscutablement su imposer cette préoccupation légitime de la population, mais en écartant,

En 2023 l'opacité du système et les marges exorbitantes par la grande distribution sont révélés

et c'est dommage, au nom de « l'efficacité », la question des bas salaires et des pensions, la santé, les services publics, etc. Il a permis de provoquer plusieurs réunions officielles dites de « négociations » sur la baisse des prix, notamment en préfecture et au sein de l'Assemblée territoriale. Sans succès, après plus d'un mois de mobilisation, comme les leaders le reconnaissent officiellement. Un échec provisoire qui en toute hypothèse a conduit ses leaders à amender leur discours hégémonique et réviser leur rapport avec le mouvement syndical dont ils prétendaient, au début, passer, au prétexte notamment de son « échec du mouvement de 2009 » et de sa responsabilité dans la situation actuelle.

Comment les autorités, y compris l'État français, répondent-elles ?

L'État ne pouvait faire mine d'ignorer la question de la vie chère après notamment l'échec avéré des mesures antérieures — dont il est le complice — et surtout après la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire du député Hajjar !

Du reste, le préfet s'est bien gardé d'inviter le député aux réunions en préfecture sur le sujet. Il s'est montré ferme dans son opposition à la revendication de transparence réclamée par le RPPRAC, qui voulait la retransmission en direct du film des débats.

Il n'a pas tardé à imposer le couvre-feu, à la suite des exactions nocturnes perpétrées en marge du mouvement et des échanges de tirs entre policiers et manifestantEs dans le quartier populaire de Sainte-Thérèse, mi-septembre !

Mais le fait le plus marquant, c'est le retour sur notre sol des CRS, ceux-là mêmes qui avaient été jugés indésirables après leurs méfaits à Fort-de-France en décembre 1959 ! Dans un contexte de vie chère, chômage, émigration forcée, revendication d'autonomie, de révoltes populaires urbaines, trois jeunes étaient tombés sous les balles des CRS.

Quelles sont les actions envisagées par le mouvement prochainement ?

Ce qui semblait jusque-là impensable (en raison des positions antisyndicales) s'est produit le 28 septembre dernier, lors d'un rassemblement à l'initiative de la CDMT (Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs) dans un contexte de grève générale lancée par la seule CGTM (martiniquaise) à la Maison des syndicats : la rencontre « officielle » entre les leaders du RPPRAC et les militantEs et dirigeants des deux centrales syndicales, les militantes de l'UFM (Union des femmes de Martinique), les militantEs de la liste Respé (Résistance ESPoir, Émancipation) au cours d'un meeting tenu dans le même lieu devant une centaine de personnes ! Pour l'instant, sans perspective concrète et immédiate de travail.

Le meeting lancé à l'initiative de 3 syndicats (CGTM, CDMT et UNSA) le 4 octobre fut une première tentative pour entamer une discussion collective et approfondie sur le rapport avec le RPPRAC mais aussi et surtout pour penser la reconstruction des rapports détériorés (au sommet de l'intersyndicale) et préparer une mobilisation populaire, à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux, avec une garantie d'efficacité !

Propos recueillis par la rédaction, le 5 octobre 2024

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPA Lanticapitaliste](https://www.npa2009.org)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalis1](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°159 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



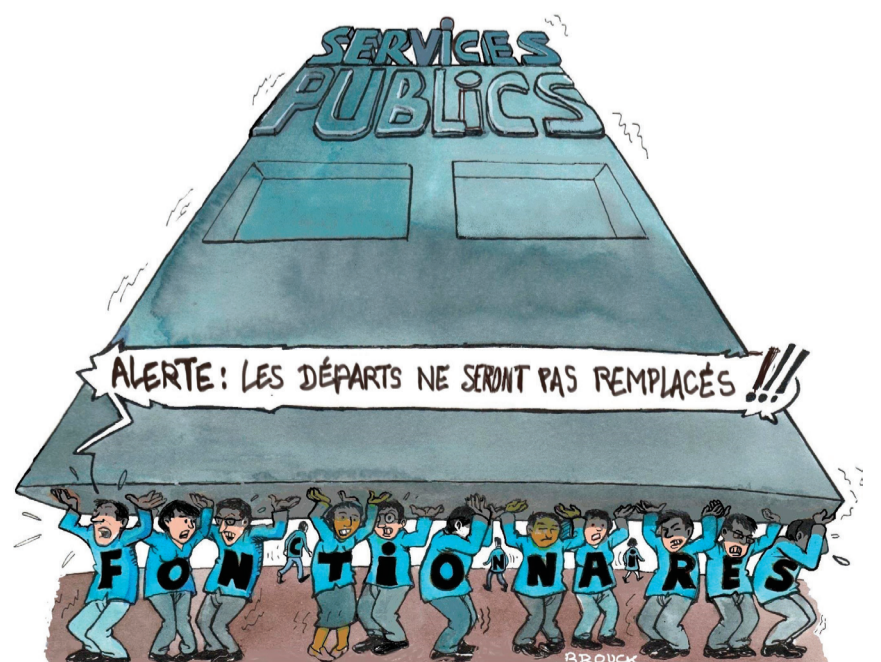
Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org